

Élection 2004 Fiches de renseignements

Ces fiches de renseignements sont conçues pour vous aider à organiser des événements dans votre collectivité et à cuisiner les candidats et les candidates en campagne.



Participez au débat.

Prenez la parole à une rencontre de tous les candidats et les candidates dans votre région.

Posez des questions et insistez auprès des candidats et des candidates pour obtenir de vraies promesses.

Écrivez une lettre à votre journal local pour exposer ce que vous attendez de l'élection.

Votez pour le candidat ou la candidate que vous croyez représenter le mieux vos préférences et celles de votre collectivité.

À l'élection, votez pour un gouvernement qui vous ressemble.

Le système public de soins de santé que vous voulez

Le 28 juin, votez pour le SYSTÈME PUBLIC DE SOINS DE SANTÉ que vous voulez!



QUELS CANDIDATS VONT VOUS DÉFENDRE?

Posez des questions pour le savoir!

« La prestation privée à but lucratif des services de santé pourrait affaiblir le système public de soins de santé au Canada et ouvrir la porte à la médecine privée à l'américaine qui prive des millions de personnes d'une couverture abordable et de soins adéquats. Allez-vous interdire la pratique de la prestation à but lucratif des soins de santé? »

QU'EST-CE QUE LES CANADIENS EN PENSENT?

64 % des Canadiens pensent que le système de santé devrait exclure les sociétés à but lucratif et se fier à la place aux fournisseurs sans but lucratif de soins de santé (Ipsos-Reid, 2004).

POURQUOI LE SYSTÈME PUBLIC DE SOINS DE SANTÉ EST-IL SI IMPORTANT?

Le système public de soins de santé coûte moins cher aux Canadiens que les régimes privés et il comprend tout le monde. Au Canada, le total des dépenses en santé est 3 298 \$ par personne, tandis que les États-Unis dépensent l'équivalent de plus de 7 000 \$ par personne. Chaque Canadien bénéficie de l'assurance-santé, ce qui n'est pas le cas de plus de 45 millions d'Américains. Le système public de santé nous épargne de l'argent à titre de contribuables et de particuliers, tandis que les « solutions commerciales » privées augmentent les coûts et réduisent l'accessibilité.

QU'EST-CE QU'UN HÔPITAL P3?

Un hôpital P3 est un partenariat public-privé. L'immeuble de l'hôpital appartient à une société privée dont les employés offrent des services non cliniques comme le nettoyage, les services alimentaires et la maintenance. Si les ententes P3 varient, elles peuvent permettre aux sociétés qui ont des contrats avec le gouvernement de planifier, de financer, de construire et d'exploiter les hôpitaux.

QU'EST-CE QUI NE VA PAS AVEC UN HÔPITAL P3?

Les hôpitaux P3 peuvent coûter entre 10 % et 15 % de plus qu'un hôpital public. Les sociétés obtiennent leur profit en appliquant des mesures d'économie comme en Grande-Bretagne et en Australie, incluant des réductions des budgets des services cliniques, des méthodes douteuses de comptabilité, des frais d'usager, de la construction de mauvaise qualité et des licenciements. Quand il y a moins d'employés, que les salaires sont moins élevés et qu'il n'y a pas d'avantages sociaux, le taux de roulement des employés est plus grand et les services sont de moindre qualité. L'hôpital P3 est une forme de privatisation graduelle qui peut nous entraîner vers la grande privatisation de notre système public de soins de santé par l'entremise d'accords commerciaux comme l'ALENA et l'Accord général sur le commerce des services.

QU'Y A-T-IL DE MAL À UTILISER DES CLINIQUES PRIVÉES À BUT LUCRATIF POUR DIMINUER LA PRESSION SUR LE SYSTÈME PUBLIC?

Les cliniques à but lucratif ne diminuent pas la pression sur le système public. Les médecins qui travaillent à la fois dans les hôpitaux publics et dans leurs propres cliniques ont tendance à créer des listes d'attente plus longues dans les hôpitaux. Comme on finance des installations privées avec des fonds publics, on investit des ressources publiques dans un système privé qui peut permettre à ceux qui ont plus d'argent d'être servis plus rapidement.

COMMENT CELA M'AFPECTERAIT-IL?

La privatisation à la pièce ferait en sorte que de plus en plus de services de santé pourraient devenir inabordables sauf pour ceux qui auraient assez d'argent ou qui seraient prêts à s'endetter pour payer le service dont ils auraient besoin.

EST-CE QU'IL Y A DES SOLUTIONS DE REMPLACEMENT?

Un programme national d'assurance médicaments diminuerait la croissance du coût des médicaments en achetant plus efficacement à prix forfaitaire. Les dépenses publiques pour les hôpitaux et les services médicaux ont diminué à titre de proportion des dépenses totales de la santé au cours de la dernière décennie, tandis que les dépenses pour les drogues ont augmenté. Dans son rapport sur la santé, Roy Romanow a clairement rejeté la prestation à but lucratif en faveur d'un système public et universel de soins de santé. Il dit qu'il n'y a pas lieu d'accroître la prestation des services de santé à but lucratif. Il recommande en fait d'élargir et de protéger le système public de soins de santé.

QU'EST-CE QUE JE PEUX FAIRE?

Lisez notre guide du voteur, téléchargez une affiche pour votre porte ou participez à notre forum de discussion de l'élection en ligne. Le 28 juin, votez pour le parti politique qui vous semble refléter le mieux vos valeurs et le Canada que vous voulez.

La sécurité alimentaire que vous voulez

Le 28 juin, votez pour la SÉCURITÉ ALIMENTAIRE que vous voulez!



QUELS CANDIDATS VONT VOUS DÉFENDRE?

Posez des questions pour le savoir!

« Les agriculteurs canadiens de blé pourraient perdre les deux tiers de leur marché du blé si les aliments transgéniques étaient approuvés. Allez-vous interdire l'introduction du blé et d'autres récoltes transgéniques au Canada? »

« Nous avons besoin d'une politique agricole viable et non d'une politique alimentaire minable qui nous laisse avec les coûts environnementaux, sociaux et économiques, pendant que le secteur de l'agrinégoce fait du profit. Allez-vous travailler pour assurer la survie de l'agriculture familiale et limiter la croissance des fermes industrielles? »

QU'EST-CE QUE LES CANADIENS EN PENSENT?

83 % des Canadiens croient que le gouvernement canadien devrait décréter un moratoire sur la mise en marché de tout nouveau produit agricole génétiquement modifié jusqu'à ce qu'un plus grand nombre de questions de santé et d'environnement aient été réglées (Ipsos-Reid, 2004).

89 % des Canadiens croient que les politiques agricoles des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral devraient soutenir les fermes familiales dont les systèmes de production du bétail sont écologiques, au lieu des grandes fermes constituées en société commerciale (Ipsos-Reid, 2004).

QU'EST-CE QUE NOUS VOULONS DIRE PAR SÉCURITÉ ALIMENTAIRE?

Quand nous parlons de sécurité alimentaire, nous voulons parler de l'incidence de la manipulation génétique et de l'agriculture industrielle sur la qualité de nos aliments, sur notre santé et sur la santé de l'environnement. Il n'existe tout simplement pas d'étude à long terme pour prouver qu'on peut manger des aliments transgéniques sans danger. La manipulation génétique est une technologie de modification de la composition génétique d'une plante ou d'un animal, habituellement en lui insérant des gènes d'autres espèces. L'agriculture industrielle est un style de production industrielle de bétail au moyen d'énormes porcheries, de parcs d'engraissement géants, d'énormes piscicultures et d'installations complètes de production du poulet.

POURQUOI LES LOIS SUR L'ÉTIQUETAGE DES PRODUITS ALIMENTAIRES SONT-ELLES AUSSI IMPORTANTES?

Aujourd'hui, sept aliments transformés sur dix dans nos épiceries contiennent des ingrédients modifiés génétiquement. Même si 35 pays ont des lois sur l'étiquetage pour indiquer aux gens si leurs aliments contiennent des ingrédients modifiés génétiquement, les Canadiens n'ont pas la même protection. À l'épicerie, il est impossible de voir la différence entre un aliment transgénique et un aliment non transgénique parce que l'industrie alimentaire et le gouvernement s'opposent à une politique d'étiquetage obligatoire.

ET LA RÉPUGNANCE ENVERS L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE?

L'agriculture industrielle déplace les agriculteurs familiaux, elle est dangereuse pour la santé et la sécurité des travailleurs, elle pollue l'air, l'eau et le sol, elle utilise des

antibiotiques et des hormones pour étirer la production au maximum, elle est cruelle envers les animaux, elle cause des conflits intenses dans les collectivités rurales et elle produit des aliments de moins bonne qualité. Des méthodes d'agriculture industrielle sont impliquées dans la crise de la maladie de la vache folle et de la grippe aviaire. C'est de la « nourriture médiocre » qui cause bien des dommages à notre santé et à celle de notre démocratie.

SI ÇA VA SI MAL, POURQUOI LE GOUVERNEMENT N'A-T-IL RIEN FAIT?

Bonne question. En fait, les gouvernements provinciaux fournissent des prêts, des investissements en actions, des allègements des impôts, de l'infrastructure et un régime de réglementation accueillant. Le nouveau programme de protection du revenu agricole du gouvernement libéral offre une part disproportionnée de soutien aux exploitations industrielles. Tout ce soutien du gouvernement prive les fermes familiales de soutien.

COMMENT CELA M'AFPECTERAIT-IL?

Notre santé est menacée par l'apparition de plus en plus d'aliments transgéniques, par l'affaiblissement de la réglementation des fermes industrielles et par les exploitations d'élevage intensif du bétail qui remplacent les fermes familiales indépendantes. Les fermes industrielles produisent de la viande de moins bonne qualité et polluent l'eau, l'air et le sol.

EST-CE QU'IL Y A DES SOLUTIONS DE REMPLACEMENT?

Sans étiquetage obligatoire, la seule façon d'éviter les aliments transgéniques est de manger des aliments organiques. Demandez si la viande ou le poisson que vous achetez vient d'une exploitation industrielle. Recherchez les producteurs agricoles familiaux, les épiceries et les restaurants qui offrent de la viande organique, certifiée pour la consommation humaine, engraisée à l'herbe ou élevée en liberté.

QU'EST-CE QUE JE PEUX FAIRE?

Lisez notre guide du voteur, téléchargez une affiche pour votre porte ou participez à notre forum de discussion de l'élection en ligne. Le 28 juin, votez pour le parti politique qui vous semble refléter le mieux vos valeurs et le Canada que vous voulez. Allez à www.beyondfactoryfarming.org pour plus d'information.

La souveraineté canadienne que vous voulez

Le 28 juin, votez pour la SOUVERAINETÉ CANADIENNE que vous voulez!



QUELS CANDIDATS VONT VOUS DÉFENDRE?

Posez des questions pour le savoir!

L'élite des affaires du Canada travaille fort pour imposer un agenda d'intégration profonde avec les États-Unis. Cet agenda harmoniserait nos normes et nos règlements aux niveaux américains inférieurs. Il ferait disparaître la flexibilité du gouvernement du Canada de déterminer ses propres politiques sociales, étrangères, environnementales, en matière de défense, d'agriculture et de politiques culturelles. Allez-vous rejeter catégoriquement l'agenda d'intégration profonde que prône maintenant le Conseil canadien des chefs d'entreprise?

QU'EST-CE QUE LES CANADIENS EN PENSENT?

91 % des Canadiens croient que le Canada devrait maintenir sa capacité d'établir ses propres normes et règles indépendantes en matière de salubrité de l'environnement et de sécurité, même si cela risque de réduire les possibilités de commerce transfrontière avec les États-Unis (Ipsos-Reid, 2004).

77 % des Canadiens croient que les dépenses militaires limitées du Canada devraient servir à améliorer nos capacités d'effectuer des missions de maintien de la paix et de résolution de conflit au lieu d'essayer de maintenir des forces polyvalentes pour livrer des affrontements d'envergure aux côtés des forces armées américaines (Ipsos-Reid, 2004).

69 % des Canadiens croient que le Canada ne devrait pas supporter activement le système de défense anti-missiles préconisé par l'administration Bush si cela exige de consacrer des dépenses militaires spéciales au programme ou de permettre le déploiement de lanceurs de missiles américains au Canada (Ipsos-Reid, 2004).

QU'EST-CE QU'ON ENTEND PAR INTÉGRATION PROFONDE?

L'intégration profonde est un terme qui décrit une grande initiative stratégique qui inclurait une plus grande intégration des Forces canadiennes aux stratégies militaires américaines; de nouvelles mesures de sécurité au Canada semblables à celles mises en œuvre par le U.S. Department of Homeland Security; une garantie blindée de fournir de plus en plus de ressources énergétiques canadiennes aux États-Unis; le marché continental de l'eau et de l'agriculture; et une propriété américaine accrue de nos secteurs des télécommunications et des médias.

MAIS NE DEVONS-NOUS PAS MAINTENIR DE BONNES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS?

Les Canadiens veulent travailler avec les Américains pour promouvoir les bonnes relations commerciales, la sécurité face au terrorisme et une frontière qui ne présente pas de danger. On peut toutefois tout faire cela sans abandonner des aspects cruciaux de notre souveraineté, tout comme il aurait été possible de créer un accord commercial entre nos deux pays qui aurait accru les possibilités commerciales des deux côtés de la frontière, sans perdre tant de droits fondamentaux.

QUI TRAVAILLE POUR L'INTÉGRATION PROFONDE AVEC LES ÉTATS-UNIS?

Les mêmes groupes qui ont mis en œuvre le programme de libre-échange canado-américain il y a 20 ans veulent maintenant l'intégration profonde. C'est ce que l'Institut C.D. Howe appelle « La grande idée », qu'il a traitée dans diverses publications. Le Conseil canadien des chefs d'entreprise appelle cela l'initiative nord-américaine de sécurité et de prospérité et a organisé des « visites » annuelles à Washington pour talonner des décideurs clés.

COMMENT CELA M'AFPECTERAIT-IL?

Nous savons que les groupes en faveur de l'intégration profonde ont exigé de remplacer le système public de santé par des services à but lucratif. Le Conseil canadien des chefs d'entreprise a déclaré que les soins de santé devraient être « menés comme une entreprise », avec des « primes de rendement », de la « discipline d'entreprise » et « l'innovation du secteur privé. »

EST-CE QU'IL Y A DES SOLUTIONS DE REMPLACEMENT?

L'intégration profonde avec les États Unis est le mauvais avenir pour notre pays. Il est crucial de ne pas limiter le débat entourant l'intégration profonde en y invitant seulement un petit nombre de groupes de pression pour les sociétés et de décideurs, mais de l'ouvrir pour obtenir la participation de tous les secteurs de la société canadienne. Quelle meilleure façon pour les Canadiens d'exercer leurs droits démocratiques que d'exiger des enquêtes publiques, des assemblées publiques locales ou même une commission royale?

QU'EST-CE QUE JE PEUX FAIRE?

Lisez notre guide du voteur, téléchargez une affiche pour votre porte ou participez à notre forum de discussion de l'élection en ligne. Le 28 juin, votez pour le parti politique qui vous semble refléter le mieux vos valeurs et le Canada que vous voulez.

Les services publics que vous voulez

Le 28 juin, votez pour les **SERVICES PUBLICS** que vous voulez!



QUELS CANDIDATS VONT VOUS DÉFENDRE?

Posez des questions pour le savoir!

« Les partenariats public-privé sont une formule de privatisation étape par étape. Nous devons protéger et améliorer nos services publics et non les gruger. Allez-vous investir dans nos services publics et empêcher les partenariats public-privé? »

QU'EST-CE QUE LES CANADIENS EN PENSENT?

84 % des Canadiens croient que les services publics du Canada devraient être offerts par des travailleurs du secteur public responsables envers des représentants élus et le public, et non par des sociétés responsables envers leurs actionnaires (Ipsos-Reid, 2004).

75 % des Canadiens croient que le Canada devrait reconstruire son infrastructure publique, comme les hôpitaux, les écoles, les autoroutes et l'aqueduc; au moyen de la participation publique directe et non par l'entremise de projets conjoints public-privé avec des sociétés (Ipsos Reid, 2004).

64 % des Canadiens croient que le système de santé du Canada devrait exclure les sociétés à but lucratif et s'en remettre exclusivement aux fournisseurs publics et sans but lucratif de soins de santé (Ipsos-Reid, 2004).

POURQUOI LES SERVICES PUBLICS SONT-ILS AUSSI IMPORTANTS?

Les services publics, comme les soins de santé, l'éducation et l'aqueduc sont un mandat public. Ils sont rentables et accessibles à tout le monde. Au tournant du vingtième siècle, il n'y avait pas de sécurité sociale au Canada, ni de reconnaissance des droits sociaux ou des droits à la santé. Ces droits ont été gagnés par les citoyens surtout après la Deuxième guerre mondiale.

QU'EST-CE QUI NE VA PAS AVEC LEUR PRIVATISATION?

Quand une société exploite un service public privatisé, elle prévoit une marge de profits de 10 % à 15 %. Elles réalisent leurs profits en réduisant des coûts, incluant par exemple l'imposition de frais d'utilisateur (qui rendent le service moins accessible), le licenciement d'employés (qui suscite un roulement élevé du personnel et des services de moins bonne qualité) et en tournant les coins ronds. Comme le gouvernement peut emprunter de l'argent à un taux d'intérêt moins élevé, les ententes de financement du secteur privé finissent par coûter plus cher au public.

QU'EST-CE QU'UN PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ (P3)?

Un partenariat public-privé est un « partenariat » entre le secteur public et le secteur privé afin d'offrir un service fourni traditionnellement par le secteur public. Cela peut inclure la « sous traitance » d'un service public à une société, et un « service d'administration publique » qui comporte du financement privé, de la conception privée, de la construction privée, de l'exploitation privée et même la propriété privée.

COMMENT UN PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ MÈNERAIT-IL À LA PRIVATISATION D'UN SERVICE PUBLIC?

Quand un service public est privatisé en partie, les sociétés peuvent utiliser des accords commerciaux comme l'ALENA et l'Accord général sur le commerce des services (GATS) pour imposer plus de privatisation.

COMMENT CELA M'AFPECTERAIT-IL?

Nous dépendons tous des services publics comme les soins de santé, l'éducation et l'aqueduc. Quand nous en avons besoin, nous nous attendons à ce qu'ils soient là. Malgré ce qui est souvent dit, une fois que les contrats P3 sont signés, les fonctionnaires ont peu ou pas de contrôle sur ces services essentiels. Si un service public était privatisé, il serait probablement moins accessible pour vous (sauf si vous étiez capable de payer des frais d'utilisateur), la qualité pourrait diminuer, votre collectivité participerait moins à la prise de décision et vous auriez moins d'accès à l'information sur la façon dont les services communautaires critiques sont menés.

EST-CE QU'IL Y A DES SOLUTIONS DE REMPLACEMENT?

Si certains prétendent que les partenariats public-privé présentent des « avantages partagés », la réalité est que les P3 sont une formule de privatisation étape par étape. Sous financés depuis des années, nos services publics essentiels – les soins de santé, l'éducation et l'aqueduc – ont besoin de réinvestissement. Ces services ont besoin d'investissement public et non de l'argent des sociétés.

QU'EST-CE QUE JE PEUX FAIRE?

Lisez notre guide du voteur, téléchargez une affiche pour votre porte ou participez à notre forum de discussion de l'élection en ligne. Le 28 juin, votez pour le parti politique qui vous semble refléter le mieux vos valeurs et le Canada que vous voulez.

L'économie juste que vous voulez

Le 28 juin, votez pour cette ÉCONOMIE JUSTE que vous voulez!



QUELS CANDIDATS VONT VOUS DÉFENDRE?

Posez des questions pour le savoir!

« Les accords commerciaux qui ne sont pas justes, les réductions d'impôt pour les riches et les diminutions des services publics essentiels ont fait mal aux Canadiens. Le Canada a besoin d'accords commerciaux qui fonctionnent pour tout le monde, de politiques fiscales équitables et de services publics protégés de la privatisation. Allez-vous travailler pour une économie juste? »

QU'EST-CE QUE LES CANADIENS EN PENSENT?

60 % des Canadiens croient que le gouvernement du Canada ne devrait pas signer de nouveaux accords commerciaux qui permettent aux sociétés de poursuivre directement le gouvernement du Canada si nos politiques publiques diminuent leur capacité de faire des profits (Ipsos-Reid, 2004).

75 % des Canadiens croient que le Canada devrait reconstruire son infrastructure publique, comme les hôpitaux, les écoles, les autoroutes et l'aqueduc; au moyen de la participation publique directe et non par l'entremise de projets conjoints public-privé avec des sociétés (Ipsos Reid, 2004).

QU'EST-CE QU'ON ENTEND PAR « L'AJUSTEMENT STRUCTUREL » DE NOTRE ÉCONOMIE?

L'ajustement structurel est un terme utilisé pour décrire des mesures du gouvernement comme les suivantes : des réductions profondes des dépenses publiques, particulièrement dans l'éducation, la santé et le bien être; la déréglementation des systèmes de transport, d'énergie et de télécommunications; la réduction des salaires réels et des normes du travail inférieures, l'agriculture orienté vers l'exportation et le démantèlement des protections des industries domestiques. Des accords de libre échange comme l'Accord de libre échange nord américain, l'ALENA, (négocié par les Conservateurs, ratifié par les Libéraux) ont imposé un « ajustement structurel » au Canada du genre de ceux que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont imposés à beaucoup de pays du Tiers Monde.

MAIS N'EST-IL PAS NÉCESSAIRE DE CONTRÔLER LES DÉPENSES, LES TAXES ET LA DETTE?

Les dépenses publiques doivent être responsables et comptables, mais le taillage en pièces des programmes fédéraux et les réductions des impôts des sociétés ont été irresponsables et dommageables pour le public canadien. Les gouvernements libéraux et conservateurs ont réduit tous les deux les impôts des sociétés et les impôts des riches. Une étude récente de l'Organisation de coopération et de développement économique confirme que le Canada dépense maintenant seulement 18,9 % de son PIB pour les programmes sociaux, soit 15 % de moins qu'il y a dix ans.

COMMENT CELA M'A-T-IL AFFECTÉ?

Standard & Poor's, le plus grand fournisseur du monde de cote indépendante de crédit, dit que le Canada offre maintenant moins de programmes à ses personnes âgées et à ses personnes sans emploi que les États-Unis. L'organisme a même indiqué que le Canada traitait « laidement » ses personnes vulnérables. En outre,

depuis 1989 (l'année où le Parlement a voté unanimement de mettre fin à la pauvreté infantile avant la fin du siècle), la pauvreté infantile a en fait augmenté jusqu'à 15,6 % en 2001.

MAIS LES « AJUSTEMENTS STRUCTURELS » ET LE « LIBRE ÉCHANGE » N'ONT-ILS PAS ÉTÉ BONS POUR LA CRÉATION D'EMPLOI ?

Entre 1989 et 2002, le Canada a créé la moitié moins d'emplois à temps plein qu'au cours des 13 années précédentes. Fait important, la qualité des emplois a diminué aussi. Entre 1997 et 2002, le salaire horaire médian réel des « cols bleus » a diminué jusqu'à concurrence de 11 % dans certaines catégories. En parallèle avec la privatisation des milieux de travail et la désyndicalisation de la population active, de plus en plus de Canadiens sont devenus des « travailleurs précaires », à temps partiel ou travailleurs autonomes, sans sécurité, régimes de retraite ni d'avantages sociaux.

EST-CE QU'IL Y A DES SOLUTIONS DE REMPLACEMENT ?

Les recettes perdues à cause des crédits d'impôts aux sociétés et aux riches ont contribué de façon importante à la dette du Canada. Les études ont révélé que c'est la diminution des recettes de l'État dans les années 1970 et 1980, et non pas l'augmentation des dépenses, qui a été à la base des grands déficits accumulés des années 1980 et 1990.

QU'EST-CE QUE JE PEUX FAIRE ?

Lisez notre guide du voteur, téléchargez une affiche pour votre porte ou participez à notre forum de discussion de l'élection en ligne. Le 28 juin, votez pour le parti politique qui vous semble refléter le mieux vos valeurs et le Canada que vous voulez.

Le Canada Que Vous Voulez

Le 28 juin, votez pour **LE CANADA QUE VOUS VOULEZ**



Les Canadiens croient à la qualité de l'eau, aux aliments sains, à la santé publique, au commerce équitable et à la souveraineté canadienne. Pourtant, beaucoup de partis politiques qui cherchent à obtenir leur soutien à l'élection fédérale ne reflètent pas ces points de vue généralement reconnus. Au cours de la présente élection fédérale, pressez les candidats de répondre aux questions qui vous préoccupent. Montrez-leur que vous avez l'opinion publique avec vous.

QUALITÉ DE L'EAU

97 % des Canadiens croient que le Canada devrait adopter une politique nationale globale de l'eau reconnaissant que l'eau potable propre est un droit fondamental de la personne.

75 % des Canadiens croient que le Canada devrait reconstruire son infrastructure publique, comme les hôpitaux, les écoles, les autoroutes et l'aqueduc; au moyen de la participation publique directe et non par l'entremise de projets conjoints public-privé avec des sociétés.

ALIMENTS SAINS

89 % des Canadiens croient que les politiques agricoles des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral devraient soutenir les fermes familiales dont les systèmes de production du bétail sont écologiques, au lieu des grandes fermes constituées en société commerciale.

83 % des Canadiens croient que le gouvernement canadien devrait décréter un moratoire sur la mise en marché de tout nouveau produit agricole génétiquement modifié jusqu'à ce qu'un plus grand nombre de questions de santé et d'environnement aient été réglées.

NOTRE SANTÉ

84 % des Canadiens croient que les services publics du Canada devraient être offerts par des travailleurs du secteur public responsables envers des représentants élus et le public, et non par des sociétés responsables envers leurs actionnaires (Ipsos-Reid, 2004).

64 % des Canadiens croient que le système de santé du Canada devrait exclure les sociétés à but lucratif et s'en remettre exclusivement aux fournisseurs publics et sans but lucratif de soins de santé.

COMMERCE ÉQUITABLE

62 % des Canadiens croient que le Canada ne devrait pas signer de nouvel accord commercial international avec l'Organisation mondiale du commerce ouvrant les services publics du Canada, comme la santé et l'éducation, à la concurrence des sociétés étrangères.

60 % des Canadiens croient que le gouvernement du Canada ne devrait pas signer de nouveaux accords commerciaux qui permettent aux sociétés de poursuivre

directement le gouvernement du Canada si nos politiques publiques diminuent leur capacité de faire des profits (Ipsos-Reid, 2004).

SOUVERAINETÉ CANADIENNE

91 % des Canadiens croient que le Canada devrait maintenir sa capacité d'établir ses propres normes et règles indépendantes en matière de salubrité de l'environnement et de sécurité, même si cela risque de réduire les possibilités de commerce transfrontière avec les États-Unis.

77 % des Canadiens croient que les dépenses militaires limitées du Canada devraient servir à améliorer nos capacités d'effectuer des missions de maintien de la paix et de résolution de conflit au lieu d'essayer de maintenir des forces polyvalentes pour livrer des affrontements de grande envergure aux côtés des forces armées américaines.

69 % des Canadiens croient que le Canada ne devrait pas supporter activement le système de défense anti-missiles préconisé par l'administration Bush si cela exige de consacrer des dépenses militaires spéciales au programme ou de permettre le déploiement de lanceurs de missiles américains au Canada.

CULTURE

73 % des Canadiens croient que les propriétaires des médias du Canada sont allés trop loin en essayant d'injecter leurs propres opinions politiques personnelles dans ce que leurs médias disent et rapportent.

63 % des Canadiens croient que le gouvernement fédéral doit agir pour limiter la concentration des médias.

68 % des Canadiens ont une opinion défavorable de la propriété étrangère des entreprises médiatiques.

QU'EST-CE QUE JE PEUX FAIRE?

Lisez notre guide du voteur, téléchargez une affiche pour votre porte ou participez à notre forum de discussion de l'élection en ligne. Le 28 juin, votez pour le parti politique qui vous semble refléter le mieux vos valeurs et le Canada que vous voulez.

Les informations qui précèdent sont les résultats des enquêtes Ipsos-Reid faites pour le Conseil des Canadiens entre le 23 et le 25 mars et entre le 30 mars et le 1er avril 2004. Les enquêtes sur la culture ont été exécutées par Ipsos Reid pour Friends of Canadian Broadcasting, entre le 4 et le 9 mai 2004.